

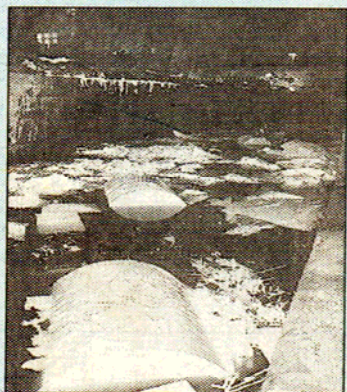
## JOB

### En attendant mieux

«Trois tracteurs avec les bobines ; cinq remorques avec les balles, on arrive en cortège, sans bruit ; chacun sait exactement où il doit se placer et ce qu'il a à faire » : cette nuit, sur le parking de l'usine JOB du quartier toulousain des Sept-Deniers, on était sur le pied de guerre.

Des femmes, des enfants, participaient à l'action, sur le thème « ils veulent couler l'entreprise ». Et c'est une foule de quelque 150 personnes qui applaudissait, quelques minutes plus tard, la chute du papier de rebut (« il est pollué, pas digne de la qualité Job », explique-t-on, fier de son savoir-faire et de la réputation de « son » produit), dans les eaux du canal, à l'entrée du plan d'eau des Ponts-Jumeaux. Dont les briques sont recouvertes, aujourd'hui, de banderoles portant haut la volonté « JOB vivra ». Rouleaux coulés, lambeaux flottants, la police arrivée après l'opération-éclair, n'a pu que constater l'encombrement du goulot, à l'entrée du pont ; sans aucun moyen de verbaliser les tracteurs non autorisés à circuler sur la voie publique. Plus tard dans la nuit, les manifestants allaient retourner sur les lieux, pour cette fois-ci « blanchir les Ponts-Jumeaux ». Ce matin, le personnel, réuni en assemblée générale, doit décider d'autres actions spectaculaires à mener, avant mardi où il se pourrait que la table-ronde promise avec les pouvoirs publics n'ait pas lieu. Elle devait permettre qu'on examine un plan de viabilité de l'entreprise proposé par les salariés ; qui, mardi, en tout état de cause, recevront la visite des responsables nationaux du syndicat Filpac-CGT.

M. H.



(Photo « La Dépêche » Michel Viala.)

## JOB

### Une semaine décisive

Cette semaine pourrait être décisive quant à l'avenir de Job Parilux. De la tenue (ou non) de la table ronde, demain, dépend la suite des actions. Initialement acceptée par les Pouvoirs publics, cette table ronde semble remise en cause. Autant dire que chacun campe sur ses positions. Il faut donc s'attendre à un durcissement du conflit... cassé par la trêve de la Toussaint.

Sur le terrain, autour du slogan « Job vivra », les salariés poursuivent leur action de sensibilisation. Hier ils ont sillonné Toulouse, distribuant aux passants la plaquette de leur unité de production menacée (et avec elle, ses 300 emplois). En fin d'après midi, c'est la Garonne qu'ils ont « blanchie » de leur papier « non polluant, puisque ne contenant pas de chlore ».



Les papiers blancs vont à la Garonne, comme on « jette » les 300 salariés de Job (Photo « La Dépêche », Michel Viala)

LA DEPECHE DU MIDI

## Job-Parilux

### Les précisions de Jean Diebold

Absent durant toute la semaine de Toulouse, Jean Diebold n'a pris connaissance qu'hier de notre article sur l'intrusion des Job au conseil municipal (lire « La Dépêche du Midi » du 28 octobre).

Nous racontions notamment comment les salariés de Job-Parilux avaient pénétré dans le salon rouge « où ils butèrent sur les députés Diebold et Didier qui barraient l'accès au bureau de Dominique Baudis », écrivions nous dans un passage qui a quelque peu choqué Jean Diebold. Le député craint que cela ait pu être mal interprété.

Il tient à préciser : « Je ne barrais la route à personne. Je me trouvais là parce que je sortais de chez le maire. Je venais de parler avec lui des problèmes d'Aérospatiale. J'étais donc là par hasard et étant donné les circonstances, j'ai engagé le dialogue avec eux pour ramener le calme. Et j'ai réussi à leur obtenir le rendez-vous qu'ils demandaient ».

Jean Diebold ne s'est donc pas reconverti dans la protection rapprochée du maire. Telle n'était d'ailleurs pas notre idée de sa mission.